

CHANGER D'ÈRE

Pour un humanisme républicain du XXI^e
siècle

NOS HÉRITAGES SONT PLURIELS.
NOTRE RÈGLE COMMUNE EST LAÏQUE.
NOTRE AMBITION EST UNIVERSELLE.

SARAH EL HAÏRY

Nous avons changé d'époque.

Les grandes conquêtes politiques des XIXe et XXe siècles ont permis d'organiser la liberté, le travail, la solidarité, l'éducation, la protection sociale et la démocratie face aux bouleversements de la révolution industrielle.

Notre époque exige le même effort d'invention.

Nous ne traversons pas une seule révolution. Plusieurs transformations se superposent et se renforcent. L'intelligence artificielle, les systèmes agentiques et la robotique déplacent les frontières du travail et de la décision. La transition écologique et l'effondrement de la biodiversité interrogent notre manière de produire, de consommer et d'habiter le monde. La dette limite les marges de manœuvre des générations futures. La démographie transforme les solidarités, les besoins de soin, les équilibres du travail et la transmission. Les rapports de puissance se recomposent à mesure que l'ordre international devient plus fragmenté.

Dans le même temps, les citoyens demandent davantage de maîtrise sur ce qui structure leur vie. Ils veulent pouvoir choisir, comprendre, transmettre, entreprendre, travailler dignement, élever leurs enfants, vivre dans un environnement soutenable et appartenir à une communauté politique capable d'agir.

Le progrès n'est ni notre adversaire ni notre destin. Il doit redevenir un choix politique.

Changer d'ère part de cette conviction. La politique n'a pas à choisir chaque innovation, chaque modèle économique ou chaque mode de vie. Elle doit fixer une direction, organiser les responsabilités et préserver les conditions de la liberté. Elle doit savoir distinguer ce qui doit être protégé, ce qui doit être transformé et ce qui doit être rendu possible.

THÈSE

Le monde change plus vite que nos catégories politiques. Notre tâche est de retrouver des principes assez solides pour durer, assez ouverts pour rassembler et assez concrets pour orienter l'action.

Un texte fondateur. Plusieurs chantiers. Une doctrine vivante.

Ce manifeste ne cherche pas à répondre en dix pages à toutes les transformations de notre siècle. Il fixe une méthode et une grammaire politique. Elles ont vocation à être éprouvées, précisées, contestées et enrichies.

La première déclinaison thématique de ce travail sera consacrée à l'intelligence artificielle, aux systèmes agentiques et à la robotique. Elle posera la question de la décision humaine, du travail, de l'enfance, de la souveraineté, de la confiance et de la responsabilité dans un monde où des machines deviennent capables d'agir avec une autonomie croissante.

D'autres chantiers suivront. La transition écologique et la biodiversité. La dette et la justice entre les générations. La démographie, la famille et les nouvelles solidarités. Le travail et la productivité. L'Europe, la souveraineté et les nouveaux équilibres mondiaux. Chaque thème devra être abordé avec la même exigence : partir du réel, réunir des héritages différents, rendre les arbitrages explicites et rechercher les coalitions capables d'agir.

IA · agentique · robotique

écologie · biodiversité

dette · générations

démographie · solidarités

Europe · monde · souveraineté

Ce manifeste n'est pas un aboutissement. Il est une invitation à bâtir.

J'ouvre donc cette réflexion aux contributions. Une tribune, une note, un mémoire, un retour d'expérience, une proposition de recherche, un désaccord argumenté peuvent faire progresser cette doctrine. La politique retrouve sa force lorsqu'elle organise la confrontation des idées au lieu de la réduire à l'affrontement des appartenances.

Je souhaite faire vivre une pensée politique ouverte, exigeante et profondément humaniste. Pour que nous ne subissions pas les transformations qui viennent. Pour que nous puissions choisir ce que nous voulons transmettre. Pour que le progrès, l'économie, la science et la puissance restent au service de la liberté humaine et du bien commun.

SARAH EL HAÏRY

Plusieurs transformations. Une même question politique.

Nous avons pris l'habitude de traiter séparément les grandes mutations contemporaines. Le numérique relèverait de la technologie. Le climat de l'écologie. La dette des finances publiques. La démographie des politiques sociales. La géopolitique de la diplomatie. Cette séparation devient artificielle.

Ces transformations se rencontrent dans la vie réelle. L'intelligence artificielle modifie la productivité, donc le travail et les recettes publiques. La robotique peut répondre à certaines pénuries de main-d'œuvre, mais transforme l'organisation de la production. Le vieillissement modifie la dépense sociale au moment même où la dette réduit les marges d'investissement. La transition énergétique recompose les dépendances industrielles. La préservation de la biodiversité oblige à tenir compte de ressources que nos économies ont longtemps considérées comme infinies. Les rivalités de puissance transforment les chaînes de valeur, l'accès aux technologies, aux matières premières et à l'énergie.

La question politique n'est donc pas de choisir une crise qui effacerait les autres. Elle est de retrouver une capacité d'arbitrage et de projection. *Que* voulons-nous transmettre ? *Quelles* dépendances acceptons-nous ? *Quel* niveau de risque sommes-nous prêts à assumer ? Comment finançons-nous nos choix ? Comment partageons-nous leurs bénéfices et leurs coûts ?

TEMPS LONG

La dette, le climat, la biodiversité, les infrastructures, l'éducation et la démographie rappellent qu'une décision n'est pas responsable si elle améliore le présent en diminuant radicalement la liberté de ceux qui viennent après nous.

Le progrès ne peut plus être réduit à la croissance d'un indicateur, au lancement d'une technologie ou à l'accumulation de normes. Il doit se mesurer à notre capacité collective à augmenter la liberté réelle, la prospérité, la transmission et la soutenabilité.

La technique change les moyens. L'écologie rappelle les limites. La démographie redistribue les besoins. La dette engage le futur. La politique doit continuer de choisir les fins.

Plusieurs traditions. Une capacité commune à bâtir.

La démocratie chrétienne

1891 • Rerum Novarum

Elle a profondément contribué à façonner la France et l'Europe. Elle apporte la dignité de la personne, la responsabilité, la subsidiarité, les corps intermédiaires, l'économie sociale de marché et une part essentielle du geste européen.

Le solidarisme et le radicalisme

1896 • Léon Bourgeois publie Solidarité

Ils affirment que la liberté est individuelle mais que ses conditions sont collectives. L'école, la liberté de conscience, la laïcité, l'association et la réforme sociale donnent à la République les moyens d'émanciper sans assigner.

Le personnalisme

1932 • Fondation de la revue Esprit

Il refuse que la personne soit absorbée par le marché, l'État, la technique ou le groupe. Il donne une profondeur particulière à la responsabilité, à la communauté et à la dignité humaine.

La République sociale et la social-démocratie

1945 • Création de la Sécurité sociale

Elles rappellent qu'une liberté politique sans sécurité matérielle, sans éducation, sans travail et sans négociation reste incomplète. Elles ont fait du compromis, de la protection et du partage des gains des instruments de stabilité démocratique.

Le gaullisme social

1967 • Ordonnances sur la participation

Il apporte l'indépendance, la participation, le sens de l'État, le temps long et l'idée qu'une nation libre doit conserver les moyens de décider de son avenir.

L'humanisme européen et le libéralisme social

1950 • Déclaration Schuman

Ils conjuguent État de droit, initiative, concurrence, responsabilité et coopération. Ils rappellent que l'Europe n'est forte que lorsqu'elle sait transformer des interdépendances en choix communs.

NOTRE MÉTHODE

Nous ne cherchons ni une synthèse molle ni une nouvelle étiquette. Nous voulons une doctrine capable de dire ce que nous voulons protéger, ce que nous voulons libérer et les responsabilités que chaque forme de puissance doit assumer.

Notre histoire politique s'inscrit aussi dans un héritage de démocratie chrétienne qui a toujours cherché à penser le progrès à partir de la personne humaine. Au moment où le pape Léon XIV, avec *Magnifica Humanitas*, choisit d'interroger les bouleversements provoqués par l'intelligence artificielle, il nous a paru important de prolonger cette intuition politique, non pour transposer une doctrine religieuse dans l'action publique, mais pour la confronter à nos propres héritages : démocratie chrétienne, personnalisme, solidarisme, radicalisme, gaullisme social, social-démocratie et humanisme européen. À l'âge numérique, une même question nous rassemble : comment mettre la puissance de la technique au service de la liberté humaine, plutôt que l'homme au service de la technique ?

De Rerum Novarum à Magnifica Humanitas

Deux textes, deux moments de rupture, une même interrogation : que devient la personne lorsque la puissance de transformation progresse plus vite que notre capacité à l'ordonner ?

En 1891, *Rerum Novarum* intervient dans une Europe bouleversée par la révolution industrielle. Le texte contribue à installer une intuition qui nourrira le catholicisme social puis la démocratie chrétienne : une économie ne se juge pas seulement à ce qu'elle produit, mais aussi à la condition faite aux personnes qui y prennent part.

En 2026, *Magnifica Humanitas* intervient au moment où l'intelligence artificielle change d'échelle. La question reste familière : une puissance technique peut-elle être appelée progrès si elle réduit la responsabilité humaine, rend invisibles certains coûts ou concentre le pouvoir sans contrepartie ?

Une source de pensée n'est pas une source de droit.

Dans une République laïque, une encyclique n'a aucune autorité politique ou juridique. Elle peut en revanche appartenir à l'histoire des idées. Ses intuitions deviennent politiquement fécondes lorsqu'elles sont traduites dans un langage accessible à tous : dignité, responsabilité, liberté, protection des vulnérabilités, devoir envers les générations futures et recherche du bien commun.

Cette traduction est précisément notre méthode. Nous assumons la présence de la démocratie chrétienne dans notre généalogie, comme nous assumons celle du solidarisme, du radicalisme, du gaullisme social, de la social-démocratie, du personnalisme et de l'humanisme européen.

Notre règle commune est laïque.

La laïcité n’efface pas les convictions. Elle crée l’espace politique dans lequel elles peuvent coexister sans qu’aucune s’impose aux autres.

Elle garantit la liberté de croire, de ne pas croire et de changer de conviction. Elle garantit l’égalité des citoyens et l’indépendance de la puissance publique à l’égard des religions. Elle protège en même temps le droit de chacun à participer pleinement à la cité.

Cette règle produit une méthode intellectuelle exigeante. Une conviction peut venir d’une spiritualité, d’une philosophie, d’une expérience professionnelle, d’une histoire familiale ou d’une tradition politique. Lorsqu’elle entre dans l’espace de la décision publique, elle doit pouvoir être traduite dans des raisons partageables, discutables et accessibles à tous.

UNE LAÏCITÉ DE LIBERTÉ

La laïcité ne nous demande pas d’oublier d’où viennent nos idées. Elle nous demande de ne pas faire de leur origine un argument d’autorité.

Cette méthode est indissociable de notre ambition universaliste. L’universalisme ne consiste pas à nier les différences. Il refuse qu’elles enferment définitivement les personnes. Il affirme la possibilité d’un langage commun, de droits communs et d’un avenir partagé.

Il nous oblige aussi à tenir ensemble l’égalité et la réalité. Voir les inégalités, les discriminations, les territoires abandonnés ou les vulnérabilités n’impose pas de réduire chacun à une catégorie. La République doit pouvoir corriger les obstacles sans transformer les identités en destins.

Nos héritages sont pluriels. Notre règle commune est laïque. Notre ambition est universelle.

Cette phrase n’est pas une formule de compromis. Elle fixe une discipline : recevoir plusieurs héritages, les soumettre à la raison publique et chercher ce qui peut devenir commun.

Des principes pour décider quand le monde change.

Une doctrine utile ne peut pas être une collection de réactions à l'actualité. Elle doit être assez précise pour guider les choix et assez ouverte pour durer lorsque les technologies, les crises et les majorités changent.

01

Liberté de conscience

Croire, ne pas croire, changer de conviction. La République protège la conscience et ne confère aucun privilège public à une croyance.

02

Primauté de la personne

Aucun système économique, administratif, technologique ou identitaire ne doit réduire un individu à son utilité, son origine ou son profil.

03

Émancipation

Protéger doit augmenter la capacité d'agir : apprendre, travailler, entreprendre, se soigner, transmettre, se défendre et participer.

04

Solidarité

Notre liberté repose sur des biens communs, des institutions et des générations antérieures. Elle crée une responsabilité envers les autres et envers ceux qui viendront après nous.

05

Responsabilité

Toute puissance significative, publique, économique, financière ou technologique, doit pouvoir être gouvernée, contrôlée et corrigée.

06

Participation

Citoyens, salariés, entreprises, investisseurs, syndicats, associations et collectivités doivent pouvoir prendre part aux décisions qui structurent leur avenir.

07

Souveraineté

Être souverain, c'est conserver la capacité de choisir ses dépendances, de financer ses priorités et de corriger sa trajectoire.

08

Europe puissance

L'Europe doit être capable de protéger, investir, innover, commercer et peser. La coopération devient une liberté lorsqu'elle augmente notre capacité collective à agir.

LE REFUS DES FAUX CHOIX

Innovation ou protection. Marché ou puissance publique. Écologie ou prospérité. Nation ou Europe. Liberté ou solidarité. Notre doctrine refuse ces oppositions simplistes. La bonne politique organise les tensions, répartit les responsabilités et construit des équilibres durables.

Libérer l'initiative. Gouverner les risques. Préparer le temps long.

Le problème contemporain n'est pas l'existence du marché, de la technologie ou de la mondialisation. L'entreprise, l'investissement, la concurrence, la science et l'innovation sont des forces puissantes de transformation.

La difficulté apparaît lorsque certains coûts restent invisibles, lorsque le risque est transféré vers ceux qui ne peuvent pas le maîtriser, lorsque la dette reporte les choix sur la génération suivante ou lorsque le gain immédiat détruit une ressource écologique, sociale ou démocratique qui mettra des décennies à se reconstruire.

Notre réponse n'est pas l'administration générale de la société. Le rôle de la puissance publique est de fixer les droits, garantir la concurrence, investir dans les biens collectifs, assurer les solidarités, organiser le temps long et corriger les externalités majeures. L'initiative privée, le capital, la recherche, les territoires et la société civile construisent une grande partie des solutions.

ÉCONOMIE DE LA RESPONSABILITÉ

Identifier un risque n'est pas accuser. C'est permettre au dirigeant, à l'investisseur, à l'assureur, au prêteur, au citoyen et au décideur public de l'anticiper, de le réduire et d'allouer les ressources en conséquence.

GARANTIE DE LA TRANSMISSION

Climat, biodiversité, dette, infrastructures, démographie et éducation posent la même question : que transmettons-nous, et avec quelle marge de liberté pour ceux qui viennent après nous ?

Cette doctrine est aussi internationale. Les transitions contemporaines dépassent les frontières. Elles exigent des coalitions entre États, entreprises, chercheurs, investisseurs, villes, associations et institutions multilatérales. La France doit pouvoir proposer des standards, bâtir des alliances et faire de l'Europe un niveau de puissance capable de négocier avec les grands pôles mondiaux.

Une société libre ne supprime pas le risque. Elle décide quels risques elle accepte, qui doit les prévenir et qui doit en répondre.

Choisir le progrès. Préparer l'avenir. Bâtir ensemble.

Changer d'ère porte une ambition : redonner à la politique la capacité de choisir les fins lorsque le monde transforme les moyens.

Nous voulons mettre la puissance de la science, de l'économie et de la technique au service de la liberté humaine.

Nous voulons protéger sans immobiliser, libérer l'initiative sans abandonner la responsabilité, décider dans le présent sans réduire la liberté des générations futures.

Ce manifeste fixe une méthode : partir du réel, faire dialoguer nos héritages, rendre les arbitrages compréhensibles et construire les coalitions capables d'agir. Il ne prétend pas clore le débat. Il ouvre un travail collectif, concret et exigeant.

Quatre prochains dossiers sont désormais ouverts aux contributions :

ÉCOLOGIE · BIODIVERSITÉ

DETTE · GÉNÉRATIONS

DÉMOGRAPHIE · SOLIDARITÉS

EUROPE · MONDE · SOUVERAINETÉ

Chercheurs, élus, professionnels, entrepreneurs, associations, citoyens : une note, une expérience de terrain, une proposition ou un désaccord argumenté peuvent nourrir ces chantiers. Chacun peut contribuer à transformer une intuition en doctrine, puis une doctrine en action.

**Le progrès ne doit pas être subi.
Il doit être choisi, orienté et partagé.**

SARAH EL HAÏRY